

Compte rendu

Ouvrage recensé :

KODMANI-DARWISH, Bassma. *La diaspora palestinienne*. Paris, Presses universitaires de France, Coll. Perspectives internationales, 1997, 288 p.

par Houchang Hassan-Yari

Études internationales, vol. 29, n° 2, 1998, p. 533-536.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/703910ar>

DOI: 10.7202/703910ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

opérations militaires sur la mer au Moyen-Orient ont tendance à refléter seulement les facteurs politiques plutôt que les coutumes traditionnelles suivies par les marins ». L'étude examine plutôt les perspectives d'une collaboration entre les forces maritimes au Moyen-Orient comme la clé des mesures de confiance entre les États participants. L'article qui reconnaît Djibouti et Éthiopie comme pays du Moyen-Orient excluant du même coup l'Iran, reprend essentiellement le contenu d'études des auteurs parus dans ce même recueil. Les auteurs qui essayent de verser le Moyen-Orient dans leur cadre pré-fabriqués, reconnaissent finalement la difficulté d'implanter les mesures de confiance navales dans cette région « où les droits souverains ont une valeur symbolique plus grande ». Dans la conclusion, ils proposent une « approche progressive des mesures de confiance navale ». Pour eux, la volonté de deux États ou plus de travailler ensemble pour la conclusion d'un accord sur la prévention d'incidents en mer, servira de catalyseur pour une série de pourparlers des autorités maritimes menant à une plus grande coopération dans les domaines tels que recherche, sauvetage et contrôle de la pollution maritime. Un rêve dont la réalisation n'est pas, hélas!, pour demain.

Le texte de P. Jones, « Maritime Confidence-Building Measures in the Middle East », clôt l'ouvrage. Après un bref rappel du processus entamé à Madrid, l'auteur se penche sur le volet multilatéral de *l'arms control* et la grande contribution canadienne à la question de mesures de confiance navales. Ici, comme dans l'ensemble de la « question de paix », l'initiative et

l'étude du problème sont confiées aux experts non régionaux qui élaborent et proposent des remèdes pour les mesures de confiance navales. Les différentes rencontres multilatérales sur cette question (Sydney en N.-É. Canada, Antalya en Turquie, Moscou, Doha au Qatar, Halifax, Jordanie, Tunis) sont minutieusement analysées dans le texte qui conclut que le processus du développement des mesures de confiance navales connaît un succès remarquable. Le texte de P. Jones est très informatif et optimiste quant à l'issue de l'effort international destiné à créer un environnement propice à la collaboration navale des belligérants du conflit israélo-arabe. Cependant, la paralysie actuelle du processus de discussion depuis l'arrivée au pouvoir du premier ministre Netanyahu ne laisse pas une grande place à cet optimisme démesuré.

Houchang HASSAN-YARI

*Collège militaire royal
Kingston, Ontario, Canada*

La diaspora palestinienne.

KODMANI-DARWISH, Bassma. Paris, Presses universitaires de France, Coll. *Perspectives internationales*, 1997, 288 p.

Plus de cinquante ans après la légalisation (stipulée dans la résolution 181 de l'Assemblée générale de l'ONU, le 29 novembre 1947) de déraciner tout un peuple de sa terre par les puissances occidentales, les Palestiniens cherchent toujours à corriger, en partie, cette injustice historique. Le livre de Kodmani-Darwish analyse l'état de la diaspora palestinienne inachevée. Paru au milieu des turbulences de processus de paix israélo-palestinien, paralysé et en panne,

surtout depuis l'arrivée au pouvoir de l'extrémisme likoudiste, l'œuvre de Kodmani pose quelques questions fondamentales sur la nécessité, pour les Palestiniens, d'un regard nouveau sur leur situation et leur aspiration à l'autodétermination en dehors d'« une psychologie du provisoire ». « Un peuple peut-il s'épanouir sans territoire, dans un espace transnational ? ». Son projet est grandiose, mais réalisable. « Résolument tourné vers l'avenir, écrit-elle, ce livre fait fi de nombre de tabous et réhabilite la nécessité pour les peuples du Moyen-Orient de regarder leur présent en face pour mettre un terme au détournement de leurs espérances. » Le programme exige une révolution profonde au niveau culturel, politique, institutionnel à l'échelle régionale avec des implications internationales dont on ne peut évaluer la portée réelle à ce stade-ci. C'est un plan immense, mais éventuellement le seul salut des peuples concernés dans le contexte de l'injustice épouvantable que les puissances dominantes leur ont imposée avec la complicité des dirigeants autochtones.

Le livre débute avec le point central et le plus contentieux de l'impasse actuelle de processus de paix israélo-palestinien, soit la question de terre et celle des réfugiés palestiniens. Le sort de ceux-ci, plus d'un million en 1948, aujourd'hui plus de six millions avec une « patrie morale », devrait connaître un règlement définitif à l'issue du processus de paix. C'est le lien de l'identité nationale palestinienne à la terre qui avait engendré un mouvement de résistance à la puissance coloniale britannique et, depuis l'exode de 90 % de la population arabe de la Palestine entre 1947 et 1949, le nationalisme palestinien s'est forgé en

retrouvant des liens entre les différentes communautés de l'exil autour de l'idéologie du combat menée par un pôle identitaire politique, l'OLP, l'artisan de la reconstruction des liens sociaux et le site de l'identité.

Souvent, l'image de la diaspora éduquée et prospère palestinienne vivant dans les grandes agglomérations du Moyen-Orient, de l'Europe et des Amériques tente de faire oublier la réalité des réfugiés les plus anciens du monde ; mais tous vivent dans le provisoire, attendant un arrangement qui mettrait fin à leur état de diasporisation. Parce qu'elle pense que le destin des Palestiniens en tant que peuple se joue dans le Machrek arabe, l'auteure mène un sondage auprès des réfugiés en Jordanie, où les Palestiniens sont des citoyens à part entière, et au Liban, où ils ne sont quasiment pas intégrés du tout et continuent de vivre dans une très grande précarité. La recherche révèle des attitudes complexes, souvent contradictoires, mais surtout l'état de fragmentation que le peuple palestinien expérimente depuis un demi-siècle. C'est le constat de la tragédie humaine.

Le résultat de l'étude conduit Kodmani-Darwish à en tirer des conclusions très controversées et, sans nul doute, très désagréables pour tous les Palestiniens. Elle fait état d'un paradoxe : « La création de l'État (palestinien) consacre la diaspora comme un état permanent. La transition d'une psychologie du provisoire vers celle d'une permanence de sa situation crée un vide que la diaspora doit remplir ». Désormais, il faut trouver des solutions à l'intégration des communautés palestiniennes des camps dans les sociétés d'accueil. Cette dispersion,

« régionalisation », a déjà créé de grandes inquiétudes au Liban qui accuse le Canada, responsable du Groupe de Travail sur les Réfugiés palestiniens, de vouloir fixer ces réfugiés sur son territoire, bouleversant ainsi la composition de sa population et perturbant la paix précaire qui existe après plus de quinze ans de guerre civile. L'auteure propose le pragmatisme, un impératif dicté par l'équilibre des forces moyen-orientales et l'évolution du système international, au lieu d'idéologie, en matière de règlement des conflits. La solution présagée par Kodmani-Darwish à la question palestinienne est plus que controversée, mais rejoint la position de quelques pays ; elle est partielle et pour la plupart des Palestiniens provisoire : la création d'un « espace restreint qui symbolisera la réalisation des aspirations nationales, comme un élément de stabilisation régionale, et des règlements locaux pour les autres composantes à même de les fixer dans les pays où elles sont déjà installées ».

Le premier chapitre du livre, « Le vacillement de la société palestinienne et la naissance du problème des réfugiés », retrace le trajet des Palestiniens, délogés de leurs villes et villages, par la Haganah et d'autres organisations extrémistes sionistes qui avaient délibérément pratiqué le massacre comme stratégie de dépeuplement. Après avoir rendu compte de la situation des réfugiés et de leur nombre, l'auteure aborde les premières tentatives de solution, le blocage et l'installation du provisoire.

« L'OLP : autopsie d'un mouvement de libération nationale » fait l'objet du chapitre deux où Kodmani-Darwish analyse l'œuvre de la Centrale

palestinienne qui a parcouru un long chemin « de la revendication de la terre à celle des droits du peuple ».

Le rôle très contesté et controversé du roi Abdallah, le père du roi Hussein de la Jordanie, l'histoire de la présence palestinienne dans ce pays, l'*Intifada* et son influence sur les deux rives du Jourdain sont traités dans le chapitre trois.

Si les Palestiniens jouissent de certains droits dans le royaume hachémite, la situation est tout à fait différente au Liban où ils sont « indésirables » (chapitre quatre). Profondément maltraitée, frappée de précarité et d'insécurité dans le pays des cèdres, cette « anti-diaspora » y avait un passé tragique, un présent difficile et un avenir incertain. Les massacres de Sabra et de Chatila ne sont que des points de repère dans la misère quotidienne des camps de réfugiés.

Environ 280 000 personnes, la population palestinienne de Syrie connaît « une diasporisation sans histoires ». Quoique restreints dans leur mobilité, les réfugiés palestiniens (3 % de la population syrienne) bénéficient de cartes d'identité syriennes et 70 % d'entre eux ont quitté les camps pour se reloger en ville ; la Syrie est le seul pays arabe qui a intégré des Palestiniens dans son armée nationale. (p. 97) Les États-Unis, Israël et l'ONU sont favorables à l'intégration définitive de ceux-ci dans la société syrienne.

La diaspora palestinienne au Koweït a connu une ascension formidable et, pendant quarante années, a joué un rôle vital dans l'essor économique de l'émirat. Symbole du volontarisme et de la compétence pa-

lestinienne, après la guerre du Koweït et son expulsion de l'émirat, cette élite exemplaire est devenue l'exemple vivant de ce qui pouvait advenir de pire aux Palestiniens aussi longtemps que leur statut et leurs droits ne seraient pas garantis. (p. 110)

Le sort d'exilés chez eux, les Palestiniens d'Israël (18 % de la population à la fin du siècle), la question du droit de retour et l'impossibilité de l'exercer pour les réfugiés palestiniens malgré sa reconnaissance par l'ONU en 1948, la tentative palestinienne de reconstruire son espace national, une photographie de l'économie politique de la diaspora, « l'horizon verrouillé » et « la nouvelle question palestinienne » constituent les autres chapitres du livre qui contient des statistiques et des cartes intéressantes sur les réfugiés palestiniens.

Dans sa conclusion, Bassma Kodmani-Darwish écrit : « L'heure est venue d'enterrer les mythes ». La ré-alisation de l'État palestinien annoncera la fin de la question palestinienne. Mais quel sera le sort du reste de six millions de Palestiniens réfugiés/diasporisés ?

Houchang HASSAN-YARI

Collège militaire royal du Canada,
Kingston, Canada

3. NOTICES BIBLIOGRAPHIQUES

**Tous pour un ou chacun pour soi,
Promesses et limites de la
coopération régionale en matière
de sécurité.**

FORTMANN, Michel, S. Neil
MacFARLANE, Stéphane ROUSSEL.
Québec, IQHEI, 1996, 378 p.

Ouvrage collectif imposant, ce livre vient à son heure. Reprenant en partie certaines contributions d'une conférence organisée en mai 1995 par les universités de Montréal et Queen's sur les institutions régionales de sécurité – en y ajoutant d'autres analyses remaniées déjà parues dans *Études internationales* et quelques textes inédits – cet ouvrage répond à un besoin évident de clarification des concepts multilatéraux en matière de sécurité. L'objectif ici est bien l'étude des institutions régionales de sécurité et des différents aspects de la coopération multilatérale. L'urgence est de mise. N'est-il pas temps de bénéficier de nouveaux concepts, de nouvelles théories sur les approches de la sécurité ? Face à un univers fragmenté et complexe, n'est-il pas nécessaire de remettre en question les paradigmes de la guerre froide ou, à tout le moins, de jouer à la confrontation des théories anciennes et nouvelles. Démarche d'autant plus porteuse que les institutions régionales se situent justement au carrefour théorique de ces confrontations théoriques, de ces écoles de pensée. Qui plus est, le multilatéralisme, le régionalisme doivent être obligatoirement les nouveaux éléments prioritaires des études de sécurité, la situation internationale imposant manifestement ce choix. Il est devenu évident que les problèmes internationaux se doivent d'être abordés par le biais de la coopération multilatérale. Mais à partir de ce constat, les difficultés commencent. Quelle est la nature exacte des fonctions des institutions multilatérales ? Comment évaluer objectivement leur aptitude à gérer les problèmes de sécurité régionaux ? Comment doit-on envisager leur développement futur ? Au-delà des approches formelles ou réflexives, la vraie question n'est-elle pas de savoir « si les institutions multilatérales exercent une in-